

INTERNATIONALISME...

La lutte des classes, en France, en Europe et dans le monde, prend une ampleur certaine.

Le capitalisme financier et mondialisé est en crise, victime de ses propres contradictions, il risque d'entraîner les peuples dans sa chute. Les tenants du système, la troïka (à laquelle il convient d'ajouter la CES (1) et la CSI (2), les différents gouvernements mais également certains bureaucrates syndicaux et politiques se réclamant de la gauche, s'efforcent d'imposer partout leur politique de rigueur, de destruction des services publics, des acquis sociaux de la classe ouvrière (retraite, sécurité sociale, paritarisme...). C'est sans surprise que le TSCG (3) a été voté par le parlement français. Comme nous l'avons écrit, il s'agit ni plus ni moins que de la constitutionnalisation de la rigueur et de la mise hors la loi du syndicalisme de revendications, libre et indépendant. C'est dans ce contexte que l'Union Européenne s'est vue attribuer le prix Nobel de la paix 2012 (4). Quelle provocation! Les peuples réduits à la misère, les manifestants matraqués et gazés apprécieront...

Face à cette situation, la classe ouvrière se révolte un peu partout dans le monde. Les grèves générales se succèdent en Grèce, en Espagne et au Portugal, revêtant parfois un caractère insurrectionnel lorsque les manifestants assiègent les parlements nationaux; l'Italie a été le théâtre de dizaines de grèves et d'occupations d'usine; en Afrique du Sud, les grèves de mineurs se succèdent; en France, malgré l'ambiguïté des différents appels (contre la ratification du TSCG pour certains, pour un référendum pour d'autres) la manifestation du 30 septembre a rassemblé 80.000 personnes à Paris...

L'appareil étatique, use de son pouvoir régalién, le seul qui lui reste dans le cadre du saint empire romain germanique, la répression des manifestants se fait de plus en plus violente: plus de 65 manifestants blessés à Madrid le 25 septembre, 34 mineurs grévistes lâchement assassinés en Afrique du Sud le 16 août (78 grièvement blessés)...

Ce rapide état des lieux ne doit pas manquer d'interroger les militants ouvriers de toutes tendances: sommes-nous dans une situation prérévolutionnaire? Difficile de répondre avec certitude, quoi qu'il en soit, nous n'en avons jamais été si proches depuis de longues années.

Il convient de lutter pour préserver l'indépendance syndicale, c'est là une tâche urgente sur laquelle nos camarades Yann Perrotte et Marc Hébert reviennent dans ces colonnes, mais la lutte des classes est internationale, et, de facto, pose la question de la reconstruction d'une authentique Internationale ouvrière.

Pour que la révolte qui gronde partout en Europe et dans le monde, ne s'essouffle pas, ne meure pas sous les coups de la répression étatique, il convient qu'elle soit coordonnée. La classe ouvrière a besoin d'une Internationale pour échanger entre militants ouvriers authentiques de toutes tendances, pour informer, soutenir et coordonner les luttes. En résumé, pour que la nécessaire révolte soit féconde.

(1) Confédération européenne des syndicats.

(2) Confédération syndicale internationale.

(3) Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.

(4) Notons que, commentant l'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'UE, Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré: «C'est une excellente nouvelle et un rappel bienvenu de la contribution historique de l'UE à la paix depuis sa création» (sic).

Nous n'ignorons pas que certains des camarades avec qui nous militons dans le cadre syndical appartiennent déjà à des structures internationales, à la *IVème internationale* pour les trotskystes, à l'*Internationale de Fédérations Anarchistes* pour certains compaños de Fernand Pelloutier. Chacun est libre de ses choix mais il nous apparaît important de reconstituer une Internationale à l'image de ce que fut la Première Internationale (*l'Association internationale des Travailleurs*), ni anarchiste, ni trotskyste, mais qui rassemble l'ensemble des courants du mouvement ouvrier dans le cadre de l'indépendance et de la démocratie ouvrière.

Au risque de nous répéter, pour l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, l'*Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples*, peut être, doit être cette Internationale. Au regard de l'actualité de la lutte des classes à l'échelle internationale, la convocation par l'EIT d'une conférence mondiale ouverte ne serait-elle pas urgente?

Une telle initiative permettrait peut-être de clarifier une situation que d'aucuns préfèrent confuse. Ainsi, début octobre les travailleurs du Portugal et d'Espagne ont lancé un appel à la grève générale le 14 novembre. Très rapidement, l'idée d'une grève générale au niveau européen contre l'austérité, contre la troïka, a été avancée ici ou là (via ce qu'il est convenu d'appeler les réseaux sociaux sur le net, avec toute la spontanéité mais aussi la confusion qu'entraîne ce mode de communication).

La CES, en bon chien de garde de l'UE, s'est empressé de tenter de désamorcer une mobilisation potentiellement dangereuse pour le «saint empire romain germanique» en proposant une journée «*pour un contrat social pour l'Europe*» le même jour. En France, la CFDT et l'UNSA ont bien évidemment approuvé cette opération de diversion et de récupération tandis que Jean-Claude Mailly, au nom de la CGTFO évoquait la possibilité d'une mobilisation «contre l'austérité».

Il est évident que dans une situation de révoltes potentiellement révolutionnaire, le rôle d'une authentique internationale est déterminant.

Christophe BITAUD.

LA PERMANENCE DE LA LUTTE DES CLASSES...

Contrairement aux «théoriciens» de la propagande d'Etat et aux média interposés, la lutte des classes n'est pas une théorie ni une idéologie et encore moins une théologie: c'est une réalité qui s'exerce en permanence dans la production et la société capitaliste.

Le président François Hollande et son premier ministre Jean-Marc Ayrault, d'inspiration Emmanuel Mounier, sont en train, une nouvelle fois, de mettre en place une politique qui a comme objectif de transcender la lutte des classes.

Les régimes de Mussolini, de Vichy, etc., de triste mémoire, ont démontré que cette tentative ne peut mener qu'à un système totalitaire, car les réalités ont une fâcheuse tendance à persister dans leur existence, n'en déplaise aux «théologues».

Cela signifie que le régime de Mussolini, qui fondait son idéologie sur la disparition de la lutte des classes sous l'empire des faisceaux et des corporations - composées des patrons et des ouvriers de la même branche - était de nature à transcender la lutte des classes, au nom de prétendus intérêts communs.

Très rapidement, le régime de Mussolini a été amené à exercer une répression croissante jusqu'à instaurer un régime totalitaire, car les réalités de la lutte des classes n'ont jamais cessé d'exister parce qu'elle est le résultat des antagonismes des intérêts entre les employeurs et les salariés: un ouvrier cherche à vendre sa force de travail le plus cher possible et un patron cherche à l'acheter la moins chère possible.

Et cet antagonisme est le moteur de la lutte des classes.

Le «TSCG - règle d'or» est la nouvelle théologie du saint empire romain germanique - récemment nobellisé - cherchant à interdire la réalité de la lutte des classes au profit du «bien commun». Et quand on voit les réactions de la classe ouvrière déjà et dès maintenant - qui ne peuvent que s'amplifier face à la politique d'austérité -, la répression est et sera la seule réponse des gouvernements qui se prétendent «les démocraties» et mettent en place un système totalitaire. Les auteurs de cette gouvernance, «riches» de l'expérience du gouvernement de Vichy, de Mussolini... ne peuvent ignorer, en aucun cas, les desseins totalitaires qu'ils mènent contre les peuples d'Europe. Il leur est encore temps de se raviser, sinon ils seront jugés par l'Histoire, comme leurs prédécesseurs à la fin de la deuxième guerre mondiale.

En France, l'austérité, la seconde depuis la fin de la guerre, a comme objectif d'organiser la paupérisation de la classe ouvrière. Car l'austérité va diminuer le produit intérieur brut, ce qui, inévitablement, va provoquer de nouvelles mesures d'austérité.... conduisant à la liquidation du code du travail et de la protection sociale. Même le FMI, qui cherche à éviter une récession mondiale, pointe du doigt la théologie de la gouvernance européenne.

Dans ce contexte, le dernier CCN de Force Ouvrière revêt une importance capitale car il a démontré que seule la CGTFO demeure l'enjeu de la lutte des classes. Ce qui permet à la classe ouvrière de se saisir et de se servir d'une organisation syndicale indépendante, susceptible de provoquer un rapport de forces contre cette gouvernance. Cela est de nature à porter, dans un premier temps, un coup d'arrêt à la sinistre stratégie de ceux qui nous gouvernent et d'amplifier la mobilisation et l'irruption de la classe ouvrière sur la scène sociale, seule capable de se saisir du mot d'ordre: «*Abrogation de la loi organique, loi scélérate!*».

En substance, la lutte pour l'indépendance syndicale demeure l'axe primordial de la lutte des classes.

Bertrand KANBAN.

Le Comité confédéral national de la CGTFO s'est réuni les 27 et 28 septembre 2012 à Rodez. Pour l'information de nos lecteurs, nous publions ci-dessous:

*- l'intervention de Yann Perrotte, secrétaire général de l'Union départementale CGTFO de la Manche
- le résumé de ses interventions par Marc Hébert, secrétaire général de l'UD CGTFO du Finistère, ainsi que l'amendement sur le vote électronique qu'il a présenté à la commission de résolution, texte maintenu en séance plénière et soumis au vote des membres du CCN.*

Ces compléments à la publication de la résolution adoptée à la majorité (1 contre et 5 abstentions) dans FO Hebdo (n°3045 du 3 octobre 2012) nous ont paru nécessaires.

INTERVENTION DE YANN PERROTTE (UD CGTFO 50) AU CCN DE LA CGTFO - SEPTEMBRE 2012 À RODEZ:

Chers camarades,

Vous avez le salut fraternel de la Manche syndicaliste.

Camarades, dans cette période extraordinairement difficile pour les travailleurs, en particulier en France et en Europe, puisqu'il s'agit de les rançonner pour renflouer les spéculateurs, la responsabilité du syndicalisme est d'autant plus grande, et la nôtre FO en particulier.

C'est évidemment le cas s'agissant de la politique budgétaire. Le fol espoir d'une renégociation du TSCG n'étant plus qu'un souvenir, et à quelques jours de la décision de ratification du traité TSCG, nous devons dans notre résolution maintenir notre opposition. Nous devons cependant aller un peu plus loin, ou plutôt être un peu plus larges parce que qui dit traité dit application en droit national, et cela va prendre

la forme: 1- d'une loi organique instituant une règle d'or; et 2- d'un projet de budget 2013 qui rentrera dans les clous de la loi organique et donc dans les critères ou «sur la trajectoire» du nouveau traité.

Donc par souci de cohérence et de crédibilité, nous devons condamner la loi organique et le budget comme le traité, et discuter à ce CCN des actions visibles à proposer.

Nous sommes aussi, et tout cela est lié, devant un certain nombre de négociations notamment celle sur l'emploi, la compétitivité, la flexibilité autrement dit sur le marché du travail.

Camarades, pour le patronat, le gouvernement et la CFDT c'est clair: il s'agit en résumé de restructurer le marché du travail pour adapter le pays aux critères de la troïka. L'enjeu est important, certains parlent de «compromis historique», mais Jean-Claude a raison de rappeler, comme il l'a fait hier sur Europe 1 par exemple, qu'il n'y aura rien de bon pour les travailleurs et le pays avec une politique d'austérité.

Mais le gouvernement attend de ces négociations quelques éléments du «choc de compétitivité» qu'il veut administrer au pays. Alors camarades il est clair que nous aurons droit à des négociations de dupes.

Il y aura bien entendu quelques mesures qui pourront nous agréer, et il faut toujours faire confiance à la négociation.

Mais je ne vois pas comment on pourrait obtenir un résultat favorable pour les travailleurs et qui soit conforme à nos revendications. Quand on voit la politique qui est menée, et les mesures que nous revendiquons et qui ne sont pas prises - exemple: arrêt de la RGPP, salaires, retraite etc... - on ne peut se faire aucune illusion sur le résultat final. Mais notre signature a beaucoup de valeur et sans doute pour l'obtenir on fractionnera la potion amère pour qu'elle soit plus facile à avaler.

Je crois que nous pouvons déjà annoncer que nous nous opposerons à tout saucissonnage de la négo. Car plusieurs accords signifieraient finalement laisser passer bon nombre de mesures néfastes.

Je pense, par exemple, à la modération salariale en échange de l'emploi, ce que l'ancien gouvernement appelait «compétitivité - emploi».

Camarades, c'est clair: à partir du moment où on accepterait, en tant que confédération, ce principe d'échange baisse du coût du travail contre emploi, on entrerait dans une mécanique incontrôlable.

Et pas seulement au plan national. Je vois mal le soutien aux camarades espagnols ou grecs en acceptant ici ce qu'ils combattent chez eux.

Oui camarades, la situation appelle donc à une résistance syndicale sans faille, aucune faiblesse n'est possible.

RÉSUMÉ DE SES INTERVENTIONS AU CCN DE RODEZ PAR MARC HÉBERT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UD CGTFO DU FINISTÈRE:

Lors du CCN de Rodez, je suis intervenu sur quelques sujets car le temps est très limité pour nous, Jean Claude Mailly comme à l'accoutumé, nous faisant un rapport d'activité long, très long, et avec un relent «du petit économiste».

Dès le début de ma prise de parole, j'ai insisté sur le fait que j'avais un point d'accord avec le Secrétaire général à savoir l'intérêt que nous devrions porter au livre du prix Nobel de l'Economie, Paul Krugman, qui dans «*Sortez vous de la crise maintenant*» explique que les politiques d'austérité, les politiques monétaires et le laisser aller de la finance nous entraînent vers une catastrophe certaine.

J'ai immédiatement indiqué qu'en conséquence nous devrions:

- exiger, avec clarté et fermeté, assorti d'un appel à la grève interprofessionnelle, la défense de nos revendications sur l'abrogation des lois scélérates sur la retraite, la sécurité sociale, la flexibilité, la loi du 20 août 2008 sur la représentativité et exiger des augmentations de salaires, le redéveloppement du service public;
- exiger une position ferme sur le TSCG et non une opposition de pure forme, comme c'est le cas actuellement, même si l'on peut se réjouir d'être contre, il ne faut pas - comme le fait la CFDT- que l'on se contente de peu en période de disette.

Je suis également intervenu sur le vote électronique.

Ce vote est par définition peu sécurisé et susceptible de toutes les manipulations possibles, d'ailleurs un grand connaisseur en démocratie et procédure de vote vient d'adopter ce vote électronique pour la Russie, c'est vrai que le KGB va sécuriser à mort le vote.

Cette digression mise à part, j'ai rappelé que la procédure engagée par l'UD contre DON BOSCO sur le vote électronique avait été gagnée au Tribunal d'Instance de BREST et que nous sommes actuellement devant la Cour de Cassation.

Concernant le vote des TPE:

- j'ai rappelé que celui-ci était une excroissance de la loi sur la représentativité d'août 2008, indiquant qu'il aurait été préférable d'exiger l'application des normes internationales sur la liberté syndicale et d'exiger la possibilité pour tout salarié de défendre ses droits syndicaux plutôt que d'accepter, tout compte fait, le principe du vote TPE en jouant sur une ambiguïté de langage, laissant penser aux uns que l'on est contre et aux autres que l'on s'en accommode;
- j'ai de plus dénoncé les conditions d'organisation de ces élections par vote électronique, avec les graves manquements vis-à-vis des principes du droit électoral et de la loi informatique et liberté.

J'ai donc été amené à déposer un amendement au projet de résolution et à le maintenir en séance plénière pour qu'il soit soumis au vote du CCN (*voir ci-dessous - ndlr*).

J'ai critiqué l'aventureuse déclaration du Secrétaire général sur son attachement à la filière nucléaire, considérant que nous n'avions pas à nous prononcer de manière aussi légère sur un sujet qui agite le monde politique et les citoyens. Notre demande devant rester sur le plan syndical, c'est à dire la défense des intérêts matériels et moraux de tous les travailleurs et de la sécurisation maximum de cette filière pour les populations environnantes, les autres aussi d'ailleurs.

AMENDEMENT:

«Le CCN condamne le recours au vote électronique qui n'est pas sécurisé. Il mandate le bureau confédéral pour saisir la CNIL à ce sujet et dans le cadre des élections TPE pour contrôler le strict respect des règles légales et préparer les recours nécessaires en cas de contravention de celles-ci. Le CCN revendique le retour au vote à l'urne seul garant des principes démocratiques».

Amendement rejeté 20 voix pour - 30 contre - 29 abstentions.

«LES SYNDICATS CHANGENT DE TÊTE»...

Ce mercredi 17 octobre 2012, c'est le thème de l'émission *C dans l'air* sur France 5.

Le plateau: outre Yves Calvi - l'animateur, Jean-Eudes du Mesnil du Buisson - secrétaire général de la CGPME, Michel Godet - économiste et professeur au CNAM et animateur du *Cercle des entrepreneurs du futur*, Maryse Dumas - ancienne secrétaire confédérale de la CGT, Bernard Vivier - directeur de *Institut supérieur du travail*.

La prestation de sieur du Mesnil du Buisson fut digne et conforme à sa représentation, celle de Bernard Vivier fut honnête et conforme aux savoirs qu'il enseigne par ailleurs.

Quant à Michel Godet, il fut aussi abject qu'il peut l'être à chaque fois qu'il est invité - en tant que mussolinien de service - lorsqu'un thème touchant au monde du travail est en débat. A défaut d'une *Radio-Paris* ou d'un *Je suis partout*, la chaîne publique lui offre une tribune médiatique d'une proportion très ample.

Après que dame Dumas s'évertua à démontrer qu'à la CGT on remplacera - en tant que secrétaire confédéral - un ouvrier par un autre ouvrier, les reportages sur ce sujet eurent du mal à taire que Bernard Thibault fut permanent syndical pendant au moins trente ans, et que cette place il la devait avant tout à la tutelle de la *Place du colonel Fabien*. Quand à l'ouvrier qui doit le remplacer, Thierry Le Paon, il est vilipendé par ses anciens camarades de Moulinex: «*un carriériste...*», «*on s'est battu pendant 11 à 13 semaines, on ne l'a pas beaucoup vu, il était peut-être bien au chaud, mais pas avec nous...*», «*une fois que les caméras ont quittés le site de Moulinex, Thierry Le Paon a quitté le site de Moulinex...*». Tout le contraire en est pensé par la haute gente que le nouvel élu du syndicalisme rassemblé fréquenta. Un syndicalisme rassemblé hautement revendiqué par dame Dumas, laquelle narra toute la place que pris la CGT depuis 1999 dans la CES - avec la CFDT, la CFTC et Force Ouvrière - et l'importance de la nouvelle représentativité.

Quant à Chérèque le deuxième, «*aujourd'hui dans les propositions, le patronat c'est le néant... la CFDT est la seule à faire des propositions*»; autrement-dit: la CFDT est obligé de suppléer à un défaut d'initiative patronale.

La lutte des classes continue, mais avec un avantage toujours réaffirmé à la classe bourgeoise, et avec l'aide confirmée des anciens et des nouveaux du syndicalisme rassemblé.

Pelloutier et le syndicalisme d'action directe furent - et c'était peut-être tant mieux - absents de ce plateau. Leur place est ailleurs.

Georges RIVALIN.

NOTE DE LECTURE: «LE BLOC» DE JÉRÔME LEROY - SÉRIE NOIRE - EDITIONS GALLIMARD...

Il n'est pas d'usage de lire la critique d'un polar dans les colonnes de *L'Anarcho* (encore que rien ne soit à priori incongru...) mais «*Le bloc*» est ce qu'il est convenu d'appeler un roman politique à clés.

L'histoire se déroule en une nuit. Le bloc patriotique, parti d'extrême droite doit entrer au gouvernement, appelé par un président issu de «la droite républicaine» débordé par des émeutes dans les banlieues, mais pour ce faire il doit sacrifier (au sens propre du terme) le responsable de son service d'ordre, l'exécuteur des basses œuvres, Stanko.

Pour deux hommes, Stanko et Maynard, c'est une nuit particulière, nuit de traque, de réminiscences, de souvenirs...

Les deux protagonistes sont des hommes blessés. Maynard, l'écrivain devenu fasciste «à cause du sexe d'une femme» et Stanko, le prolo qui ne digéra jamais la liquidation de la sidérurgie lorraine par les socialistes au pouvoir.

A travers le destin de ces deux militants, on assiste à toute l'histoire de l'extrême droite française depuis 1945. On reconnaît facilement Le Pen père et fille, Mègret, le félon (qui change de sexe dans le récit), les autres personnages nécessitent une certaine connaissance historique pour être démasqués.

Ce qui fait la force de ce polar, et ce qui n'a pas manqué d'irriter certains, c'est son absence de manichéisme. Maynard et Stanko ne sont nullement dénués de sentiments (certes pas toujours nobles, souvent contradictoires, mais...) et le lecteur passe de l'indignation à l'empathie au fil du récit. Les politicards et journaliers de la gôche bien pensante sont au contraire hypocrites, veules et cyniques, les anars sont les seuls à oser affronter les nervis fascistes...

C'est dire si l'auteur, pourtant marqué à gauche, un temps encarté au PCF, ne risque pas d'être interviewé par les «Inrocks»...

Malgré quelques clichés, quelques facilités dans le style, l'ensemble est relativement bien écrit et l'intrigue très bien construite, le suspense ne faillit pas.

Christophe BITAUD.

UN LIVRE DE RÉFÉRENCE:

“ALEXANDRE HEBERT: UN HOMME DE CONVICTION, UN ANARCHISTE INDIVIDUALISTE”.

Chapitre 8: 1957, Traité de Rome ... vers l'Europe vaticane

«*Dernier chapitre.* Alexandre Hébert avait une expression imagée et parfaitement juste pour qualifier les institutions européennes, il parlait du «saint empire romain germanique». La CEE est effectivement une entreprise totalitaire, corporatiste et cléricale que tout militant ouvrier, et au-delà tout démocrate, se doit de combattre.

Notons que si Alexandre Hébert n'était pas le seul à caractériser nettement la construction européenne, hélas il était bien isolé lorsqu'il s'agissait d'en tirer toutes les conséquences et en particulier lorsqu'il demandait que la CGT-FO quitte la *Confédération Syndicale Internationale* (CSI) et son appendice la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES), véritable cheval de Troie corporatiste au sein du mouvement syndical».

Christophe Bitaud (extrait de sa préface)

Edité en janvier 2011 par l'«*Association des Groupes Fernand Pelloutier*». Contact et commande: Maïté Pestel-Hébert, 19 rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé.

Prix: 15 • (frais de port inclus).

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
